

OBJECTIFS

La présente étude comprend deux volets :

- La représentation graphique et l'analyse d'une série d'agrégats et de ratios financiers, destinées à permettre à une entreprise du secteur étudié de se situer par rapport aux comportements, aux résultats et à la structure des autres entreprises du même secteur dans la Collectivité,
- L'élaboration et la présentation –à titre d'information macro-économique- d'un bilan et d'un compte de résultats moyens du secteur étudié, représentatifs du poids de ce secteur dans l'économie locale ainsi que des performances et de la structure moyennes des entreprises qui le composent.

MÉTHODOLOGIE

Les études sectorielles de l'Institut d'émission sur la situation des entreprises sont réalisées à partir d'échantillons représentatifs d'entreprises disposant de documents comptables sur 2 exercices consécutifs (2002 et 2003) enregistrés dans la Centrale des bilans de l'IEOM.

Elles ne concernent que des entreprises constituées en société commerciale à l'exclusion des entreprises individuelles, régies par des règles comptables et fiscales différentes.

Les chiffres utilisés dans cette étude sont des ratios moyens. Un ratio moyen est le rapport de la somme des numérateurs à la somme des dénominateurs, pour toutes les entreprises de l'échantillon. Il constitue donc une moyenne pondérée des ratios individuels de chaque entreprise, qui accorde un poids plus important aux grandes entreprises. Il faut signaler que tous les cas aberrants ou trop particuliers sont éliminés du calcul des ratios.

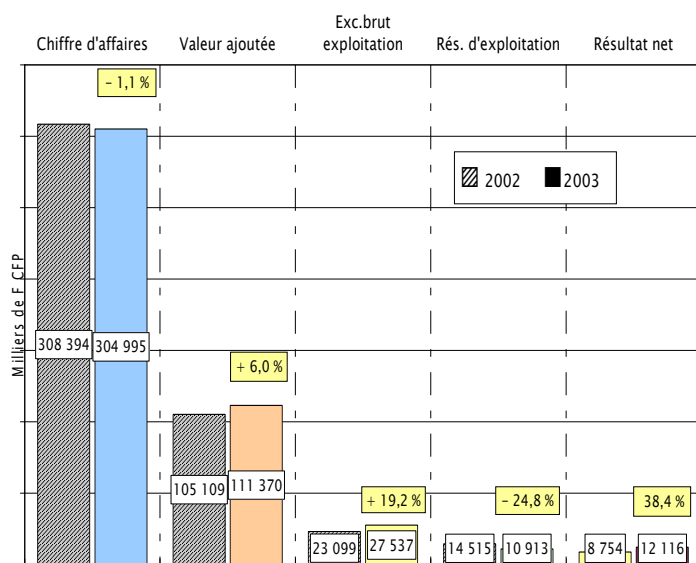
SYNTHÈSE

Les entreprises du secteur des travaux publics (référencées selon la nomenclature des activités française sous les codes 451A, 451B, 451D, 452C, 452D, 452E, 452F, 452P, 452R, 452T et 452U), retenues dans l'échantillon d'analyse (échantillon de 60 entreprises), ont enregistré une légère baisse de leur volume d'affaires (- 1,1 %) au cours de l'année 2003. Toutefois, l'impact de cette réduction sur la rentabilité des entreprises a été faible, l'ensemble des soldes intermédiaires de gestion étant orienté à la hausse, à l'exception notable du résultat d'exploitation, affecté par la politique de provisionnement.

Au plan bilantiel, l'analyse des données 2002 et 2003 rend compte d'un renforcement des fonds propres et d'une stabilité de l'endettement à terme. Ainsi, avec un taux d'endettement inférieur à 100 %, le profil de risques des entreprises du secteur apparaît sain. Cette analyse est par ailleurs confirmée par le délai très court de remboursement de l'endettement bancaire à terme au moyen de la capacité d'autofinancement (moins d'une année de CAF).

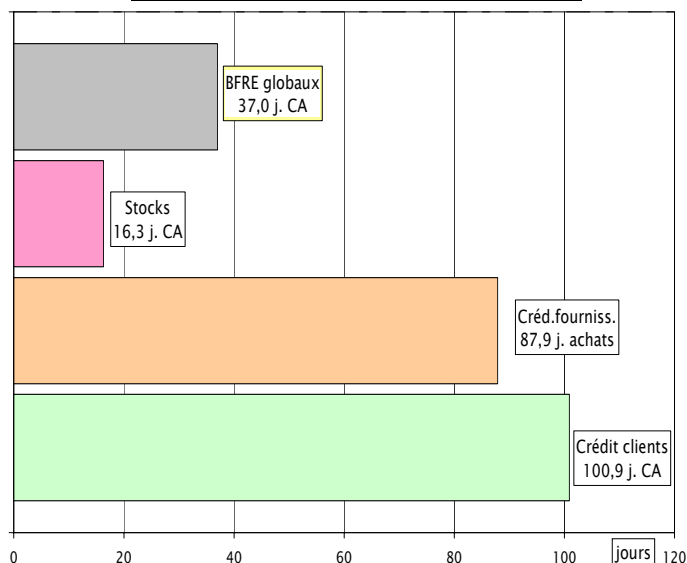
En dépit d'une activité moins dynamique, le cycle d'exploitation génère en 2003 plus de besoins en fonds de roulement qu'en 2002 (37 jours de CA en 2003 contre 31 jours en 2002), le niveau élevé du crédit clients (100,9 jours de chiffre d'affaires) n'étant que partiellement compensé –malgré le faible niveau des stocks (16,3 jours de chiffre d'affaires)- par l'importance du crédit fournisseurs (87,9 jours d'achats). A l'inverse, les flux hors exploitation permettent aux entreprises de l'échantillon de dégager en 2003 un excédent de besoin en fonds de roulement hors exploitation, toutefois en net repli comparativement à l'exercice précédent. Globalement, l'accroissement du fonds de roulement en 2003, pourtant affecté par une politique d'investissement dynamique, permet aux entreprises du secteur de stabiliser leur recours aux concours bancaires courants et de continuer de dégager une trésorerie nette largement excédentaire, malgré sa diminution par rapport à l'exercice précédent.

ACTIVITÉ – ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS



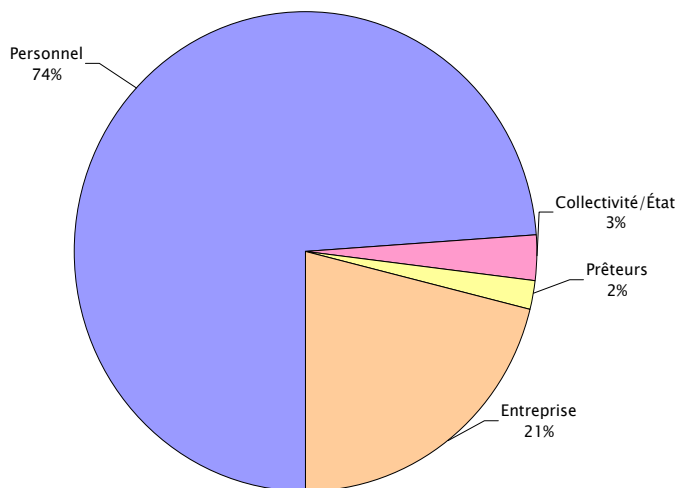
▲ Avec un chiffre d'affaires moyen de 305 M XPF, les entreprises de l'échantillon ont enregistré en 2003 une très légère baisse de leur activité (- 1,1 %). La bonne maîtrise des consommations en provenance des tiers a cependant conduit à une amélioration de la valeur ajoutée (+ 6 %) et de l'excédent brut d'exploitation (en croissance de 19,2 % malgré une hausse 2,5 % des charges de personnel), alors que le résultat d'exploitation s'est contracté (-24,8 %) sous l'effet conjugué de l'alourdissement des dotations aux amortissements et de la baisse des reprises. Enfin, le résultat net des entreprises du secteur a progressé de 38,4 %, grâce aux opérations faites en commun et aux flux exceptionnels.

ACTIVITÉ – POIDS DES BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT EN 2003



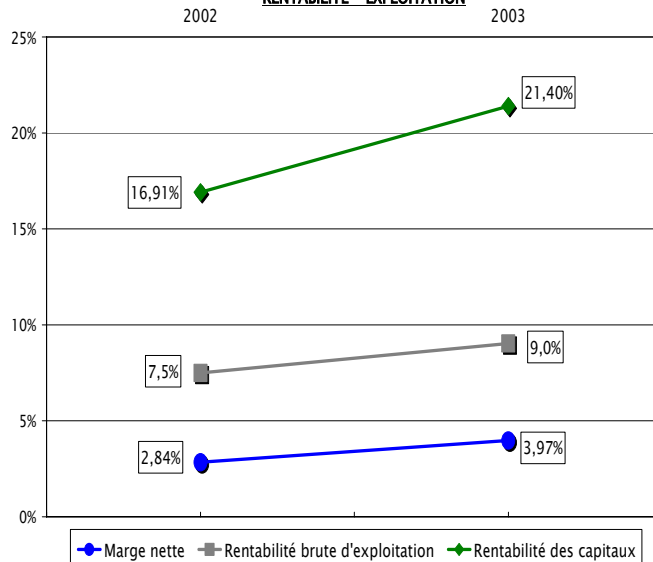
▲ Le cycle d'exploitation des entreprises du secteur des travaux publics se caractérise, en 2003, par un crédit clients élevé et en hausse (101 jours de CA), -cependant compensé de manière partielle par un délai de règlement des dettes fournisseurs relativement important (88 jours d'achats)-, et par un faible niveau de stocks (16 jours de CA). Le besoin en fonds de roulement d'exploitation ne ressort ainsi qu'à 37 jours de chiffres d'affaires en 2003, contre 31 jours en 2002.

PRODUCTIVITÉ – RÉPARTITION DU REVENU GLOBAL EN 2003

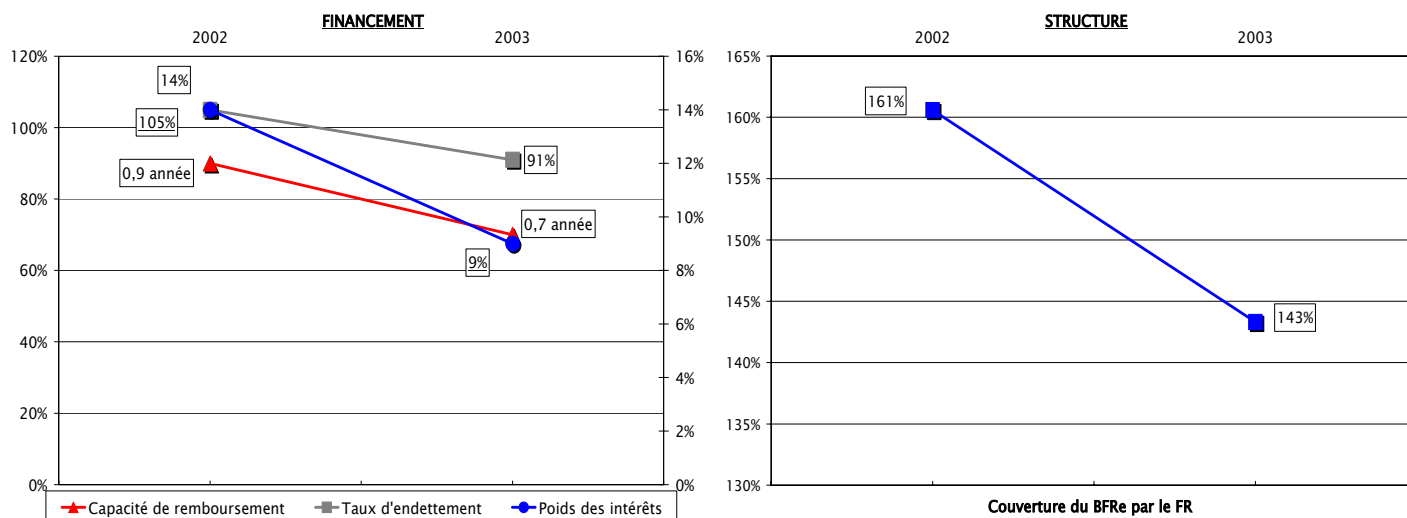


▲ La répartition du revenu global dégagé par les entreprises de l'échantillon en 2003 se caractérise par la part prépondérante affectée au personnel (74 %), qui ressort toutefois en repli comparativement à 2002 (76 %) et ce, au profit de la part allouée à l'entreprise (21 % en 2003 contre 17 % en 2002), alors que la part affectée à la collectivité - sous forme d'impôts et taxes- et aux prêteurs -sous forme de frais financiers- est restée stable sur la même période avec respectivement 3 % et 2 % du revenu global.

RENTABILITÉ – EXPLOITATION



▲ La rentabilité brute d'exploitation des entreprises de l'échantillon a progressé de deux points en 2003 pour s'établir à 9 %. La marge nette dégagée par les entreprises du secteur s'est inscrite en hausse de plus d'un point pour s'établir à 4,0 %, sous l'effet de la progression du résultat net. Enfin, la rentabilité des capitaux, déjà élevée en 2002, s'est encore accrue en 2003 pour atteindre 21,4 %.



▲ Le taux d'endettement des entreprises de l'échantillon s'établit à 91 % en 2003 contre 105 % en 2002. Ce faible niveau d'endettement reflète la forte capitalisation des entreprises du secteur, alors que le recours aux emprunts bancaires à terme est stable. Cette situation favorable est confirmée par le délai très faible du remboursement de l'endettement à terme par la capacité d'autofinancement, inférieur à une année. Enfin, les charges financières ne représentent que 9 % de l'excédent brut, ce qui constitue un élément favorable dans un contexte caractérisé par une baisse des produits financiers.

▲ Le taux de couverture du besoin en fonds de roulement d'exploitation par le fonds de roulement des entreprises retenues dans l'échantillon s'est légèrement dégradé en 2003 pour atteindre 143,3 %, sous l'effet d'une croissance rapide du crédit clients (+ 9%). Malgré une détérioration liée, à une croissance des créances hors exploitation dans le BFR hors exploitation, la trésorerie nette des entreprises du secteur demeure largement excédentaire (14,5 M XPF en moyenne).

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS ET RATIOS

Valeur ajoutée (VA) =	Marge commerciale + Production de l'exercice - Consommation en prov.tiers	Indicateur du poids économique de l'entreprise, mesurant la création de valeur apportée par celle-ci.
Excédent brut d'exploitation (EBE) =	VA + Subventions d'exploit. - Impôts et taxes - Salaires et charges sociales	Indicateur de la performance industrielle et commerciale de l'entreprise, qui représente la valeur apportée par le capital économique.
Résultat net comptable =	Somme algébrique de tous les produits et de toutes les charges.	
Besoins en fonds de roulement (BFRé) =	Actifs d'exploitation - Dettes d'exploit.	Besoins liés au cycle d'exploitation (mesurés en nombre de jours) issus des décalages entre flux physiques et flux financiers.
Fonds de roulement net global (FRNG) =	Capitaux propres + Amort.et prov. + Dettes financières - Actif immobilisé	Différence entre les ressources stables et les emplois stables.
Revenu global (ou Revenus répartis) =	VA + Autres produits et charges d'exploit. + Résultats hors exploit.	Surplus total de richesses créées par l'entreprise, réparti entre les divers partenaires de l'entreprise.
Taux de marge commerciale =	$\frac{\text{Marge commerciale}}{\text{Vente marchandises}}$	Résultat de l'activité de négoce.
Rentabilité brute d'exploitation =	$\frac{\text{EBE}}{\text{CA}}$	Indicateur significatif de la performance industrielle de l'entreprise et de sa capacité bénéficiaire.
Marge nette =	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{CA}}$	Résultat dégagé pour 100 de chiffre d'affaires.
Rentabilité des capitaux =	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Fonds propres nets}}$	Mesure de l'aptitude de l'entreprise à renforcer et à rémunérer ses fonds propres. Il doit être aussi élevé que possible.
Capacité de remboursement =	$\frac{\text{Endettement à terme}}{\text{Capacité d'autofinancement}}$	Valeur-limite souvent fixée par les banquiers à 3,5.
Taux d'endettement =	$\frac{\text{Endettement}}{\text{Capitaux propres}}$	Mesure de l'indépendance financière de l'entreprise.
Poids des intérêts =	$\frac{\text{Intérêts}}{\text{EBE}}$	Part du profit global que l'entreprise doit consacrer à la rémunération des capitaux empruntés.
Couverture BFR/FRNG =	$\frac{\text{FRNG}}{\text{BFR}}$	Financement du BFR par le FRNG, comblé par des crédits banc. courants.
Financement courant des BFR =	$\frac{\text{Concours bancaires courants}}{\text{BFR}}$	Mode de financement des besoins issus du cycle d'exploitation.

BILAN FONCTIONNEL ET COMPTE DE RÉSULTATS MOYENS

BILAN FONCTIONNEL MOYEN (milliers FCFP)	2002	2003	Variation
Fonds propres nets & quasi fonds propres	85 011	86 002	+ 1,2 %
+ Dettes financières stables	19 458	19 840	+ 2,0 %
+ Amortissements et provisions	116 809	128 241	+ 9,8 %
- Immobilisations brutes	178 451	189 164	+ 6,0 %
= FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	42 827	44 919	+ 4,9 %
Stocks et en cours	13 209	13 829	+ 4,7 %
+ Créances clients	78 502	85 449	+ 8,8 %
- Dettes fournisseurs	43 188	47 348	+ 9,6 %
- Dettes fiscales et sociales	17 573	18 160	+ 3,3 %
+ Solde autres créances et dettes d'exploit.	-4 282	-2 426	- 43,3 %
= BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPL.	26 668	31 344	+ 17,5 %
+ Besoins en fonds de roulement hors expl.	-5 534	-906	- 83,6 %
= BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT	21 134	30 438	+ 44,0 %
Disponibilités	28 113	20 684	- 26,4 %
- Crédits bancaires courants	6 422	6 203	- 3,4 %
= TRÉSORERIE	21 691	14 481	- 33,2 %

Source : Centrale des bilans de l'IEOM

RÉSULTATS MOYENS (en milliers de FCFP)	2002	2003	Variation
CHIFFRE D'AFFAIRES	308 394	304 995	- 1,1 %
Marge commerciale	4 092	13 993	+ 242,0 %
+ Production de l'exercice	300 569	289 090	- 3,8 %
= PRODUCTION GLOBALE	304 661	303 083	- 0,5 %
- Consommations intermédiaires	199 552	191 713	- 3,9 %
= VALEUR AJOUTÉE	105 109	111 370	+ 6,0 %
+ Subventions d'exploitation	4	56	+ 1 300,0 %
- Impôts et taxes	1 877	1 772	- 5,6 %
- Charges de personnel	80 137	82 117	+ 2,5 %
= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	23 099	27 537	+ 19,2 %
- Dotations (nettes de reprises)	8 331	17 720	+ 112,7 %
+ Autres produits et charges d'expl.	-2 305	3 674	- 259,4 %
- Charges financières nettes	2 830	2 445	- 13,6 %
= RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	9 633	11 046	+ 14,7 %
+ Produits et charges exceptionnels	1 097	2 973	+ 171,0 %
- Participation des salariés	0	0	+ 0,0 %
- Impôts sur les bénéfices	1 976	1 903	- 3,7 %
= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	8 754	12 116	+ 38,4 %
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	21 760	28 505	+ 31,0 %

Source : Centrale des bilans de l'IEOM